

LE CLUB DE L'HORLOGE ET LA HAUTE ADMINISTRATION :
PROMOUVOIR L'HOSTILITÉ À L'IMMIGRATION DANS L'ENTRE-SOI
MONDAIN

[Sylvain Laurens](#)

Agone | « Agone »

2014/2 n° 54 | pages 73 à 94

ISSN 1157-6790

ISBN 9782748902037

DOI 10.3917/agone.054.0073

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-agone-2014-2-page-73.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Agone.

© Agone. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le Club de l'horloge et la haute administration : promouvoir l'hostilité à l'immigration dans l'entre-soi mondain

Si vous voulez l'objectif du Club de l'horloge, c'est de donner des éléments de doctrine à la droite... C'était ça l'objectif alors qu'elle est structurellement sous l'influence de la gauche au moins depuis 1968...

JEAN-YVES LE GALLOU, énarque,
fondateur du Club de l'horloge,
entretien avec l'auteur (2004)

REVENIR SUR LES STRATÉGIES mises en œuvre dans les années 1970 par le Club de l'horloge, un club de hauts fonctionnaires fondé par plusieurs futurs cadres du Front national, ne relève pas de l'histoire froide et présente un intérêt très contemporain. Dans un pays comme la France où une importante partie du personnel politique est issue de la haute fonction publique et des grandes Écoles, convaincre et faire basculer dans son camp une partie (même infime) de la *noblesse d'État* est quasiment un passage obligé pour accéder aux responsabilités. En toute logique et à l'inverse de ce que son discours de dénonciation des élites pourrait laisser croire, le processus de respectabilisation du Front national ne s'appuie pas seulement sur une stratégie médiatique, mais s'accompagne depuis plusieurs années d'une tentative de séduction quasi continue de petits noyaux de grands commis de l'État.

Pour les dirigeants du FN, la chose n'est pas aisée car, si prendre à la lettre l'idéal de neutralité des hauts fonctionnaires serait naïf, cet

idéal n'est pas qu'un mythe, et constitue, pour le moins, une norme professionnelle vis-à-vis de laquelle les agents de l'État sont contraints de se positionner. L'investissement trop visible dans un camp politique peut nuire définitivement à un avancement de carrière, surtout dans un univers de la haute administration où la progression ne se fait pas seulement sur la base de l'ancienneté. Dans les couloirs des ministères, les carrières se construisent aussi sur la captation à son profit de postes de plus en plus rares à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie administrative. Les témoignages ou les travaux universitaires sur la haute fonction publique abondent, en effet, de ces anecdotes où tel ou tel grand commis aurait été mis au placard pour avoir voulu mêler ses investissements politiques à la conduite de ses prérogatives administratives de manière trop ostentatoire.

Qu'on ne s'y méprenne pas pour autant : paradoxalement, au sein des grands corps, les ressources politiques ou les réseaux partisans constituent des soutiens importants dans l'avancée de la carrière. Mais encore s'agit-il d'utiliser de la politique selon les codes du milieu et en respectant les formes d'une mondanité autorisée. C'est pour cela sans doute que les différents réseaux ou clubs de hauts fonctionnaires revêtent une importance particulière dans l'histoire de la haute fonction publique française. Ils restent ces lieux de rencontre incontournables où peuvent se tisser discrètement des liens privilégiés permettant des gratifications ultérieures non négligeables. Les notices du *Who's Who*¹ ou les récits des différentes nominations à des postes clefs témoignent de l'importance, en dernier ressort, de ces appartenances à des réseaux de sociabilité, plus ou moins structurés, facilitant l'accès à de hautes fonctions².

Mimant ces clubs sélectifs, les dirigeants d'extrême droite doivent donc, pour diffuser leurs idées, jouer de ces us et coutumes et se fondre dans ces structures de sociabilité autorisée au sein de la haute fonction publique. Pour les aspirants idéologues gravitant à proximité des grands corps, la ligne de crête à tenir est cependant étroite. Il s'agit pour eux d'agglomérer des soutiens au sein de ces clubs sans laisser s'exprimer

1. Sur 854 hauts fonctionnaires en poste en cabinets ministériels entre 1972 et 1977, plus de 17 % déclarent dans le *Who's Who* faire partie d'un club quelconque (Cercle interallié, club Jean Moulin, Polo Club, etc.).

2. Voir le témoignage récent d'Olivier Saby sur sa scolarité à l'ENA : Olivier Saby, *Promotion Ubu roi : mes 27 mois sur les bancs de l'ENA*, Flammarion, 2012.

trop publiquement ou trop frontalement des idées qui sortiraient du champ du dicible de la haute administration. Ils doivent également être attractifs pour les jeunes énarques ou polytechniciens, mais sans pour autant révéler trop ostensiblement les noms de leurs sympathisants les plus connus qui poursuivent leur carrière dans la haute administration. Lorsque l'opération connaît un succès qui la rend trop visible, des scandales éclatent et cet équilibre fragile se rompt.

Périodiquement, on découvre ainsi l'existence ou la percée dans tel ou tel cénacle des idées du Front national, la mise au jour de cette réalité coupant court pour un temps à toute stratégie d'expansion. Ainsi, en mai 2013, la revue de l'École polytechnique (*La Jaune & la Rouge*) accueille dans ses colonnes les écrits d'une militante FN, Catherine Rouvier-Mexis. Dans son article intitulé « Pourquoi les Européennes ont-elles si peu d'enfants ? », l'intervenante pointe pêle-mêle les effets selon elle néfastes de l'avortement, de la contraception et du travail féminin (qui serait « inconciliable » avec « une maternité pleinement assumée »)³. L'article est aussitôt dénoncé par certains élèves. Le dossier de la revue était dirigé par Christian Marchal, polytechnicien animateur d'un club informel de polytechniciens s'intéressant à la « démographie » et la natalité (X-DEP). En observant d'un peu plus près ce groupe, une journaliste relève alors qu'il a ces dernières années convié entre autres invités Jeanne Smits (rédactrice en chef du quotidien *Présent*) ou Philippe Bourcier de Carbon (ancien conseiller scientifique du Front national).

Mais l'exemple récent le plus emblématique reste sans doute celui de Florian Philippot. En octobre 2011, cet énarque de la promotion Brandt est nommé directeur de campagne de Marine Le Pen pour la présidentielle. Quelques mois auparavant, sous le pseudonyme d'Adrien, il expliquait au journal *Le Parisien* comment il faisait « profiter Marine Le Pen de son réseau : des hauts fonctionnaires et des fiscalistes qui l'aident à développer sa culture économique⁴ ». Classé 34^e sur 92 de sa promotion, Florian Philippot était inspecteur général de l'administration et avait pour collègue direct depuis 2008 Jean-Yves Le

3. Cité in Rue 89, « Comment l'extrême droite a pénétré la revue de Polytechnique », 23 mai 2013.

4. « Adrien, haut fonctionnaire à Bercy et conseiller de Marine Le Pen », <www.leparisien.fr>, 8 avril 2011.

Gallou, un des fondateurs du Club de l'horloge créé en 1974, et ayant réalisé depuis une longue carrière au FN et au MNR.

Qu'il s'agisse d'une simple coïncidence ou d'une inspiration entre différentes générations de frontistes, le club ou le réseau offrent un mode de sociabilité adapté aux stratégies de l'extrême droite. Celle-ci peut ainsi mobiliser les logiques distinctives et sélectives propres à la haute fonction publique à des fins purement partisans. Si le club a souvent la vie courte, il reste un sas vers des carrières politiques plus classiques et un moyen commode de recruter « haut » dans l'appareil administratif pour des partis ordinairement privés des viviers offerts par les cabinets ministériels et le clientélisme électoral des grands partis.

Un club mondain mais très « idéologique »

Dans l'histoire de ces clubs de hauts fonctionnaires, le Club de l'horloge possède une place à part, affichant dès sa fondation une finalité explicitement idéologique (à l'inverse d'autres clubs se présentant comme des lieux neutres, tels que le club Jean Moulin⁵ par exemple). Fondé par d'anciens étudiants de l'Institut d'études politiques de Paris (Yvan Blot, Jean-Yves Le Gallou) et/ou de l'ENA (comme le comte Henry de Lesquen), le Club de l'horloge se voit donner dès sa création un rôle principalement militant par ses initiateurs, qui espèrent alors « rééquiper idéologiquement la droite face à une gauche en ascension⁶ ». S'instituant en « passeurs » entre hauts fonctionnaires et hommes politiques de droite, ses fondateurs entendent constituer, dans la deuxième moitié de la décennie 1970, un « think tank » avant la lettre. Ils souhaitent, avant toute chose, diffuser des contre-argumentaires face à ceux qui feraient, selon eux, l'apologie d'une « idéologie égalitariste », du « multiculturalisme » et de l'immigration. Se pensant initialement comme des relais au sein de la haute fonction publique et du champ politique des idées du GRECE⁷ et des théories néo-racialistes sur la « race indo-européenne », ces jeunes hauts fonctionnaires entendent surtout sensibiliser leurs adhérents à un discours

5. Sur l'histoire de ce club, se reporter à Claire Andrieu, *Pour l'amour de la République. Le club Jean Moulin, 1958-1970*, Fayard, 2002.

6. Entretien avec Jean-Yves Le Gallou, 2004.

7. Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne.

à prétention scientifique se matérialisant à travers l'organisation de colloques, de tables rondes et la publication d'ouvrages associant divers universitaires ou théoriciens (le plus souvent issus de l'Institut national d'études démographiques). Dénoncé à compter de 1979 dans la presse de droite comme organisant une passerelle dangereuse entre droite et extrême droite, le club a néanmoins agrégé pendant cinq années un nombre impressionnant de soutiens, bien au-delà de ses seuls fondateurs.

Naissance des « Horlogers » : la « promo » comme noyau initial

Comparativement à d'autres structures d'extrême droite ou de la « nouvelle droite », et contrairement au GRECE, le Club de l'horloge a suscité peu de travaux d'historiens ou de politologues⁸. Cela est d'autant plus étonnant que ce club a rassemblé, entre 1974 et 1979, la plupart des futurs idéologues du Front national des années 1980 passés ultérieurement au MNR (Bruno Mégret, Jean-Yves Le Gallou, etc.) et que, avant la campagne médiatique contre la « nouvelle droite » lancée durant l'été 1979, nombre de personnalités politiques de premier plan ont pu être associées à ses rencontres et ses travaux.

Le Club de l'horloge est fondé le 10 juillet 1974⁹ par trois énarques tout juste diplômés. Aux côtés d'Henry de Lesquen, deux de ses trois principaux initiateurs – Yvan Blot et Jean-Yves Le Gallou – sont des anciens élèves de l'Institut d'études politiques de Paris, des promotions

8. Peu de chercheurs ont cherché à rencontrer les fondateurs du club. Philippe Lamy prépare aujourd'hui une thèse sur l'histoire du Club de l'horloge. Lire également le mémoire de DEA de Géraud Durand, *Le Club de l'horloge dans la recomposition conservatrice des années 1980*, UFR de droit-sciences sociales, université d'Assas, 1994, dir. M. Portelli. Dissimulant mal une sympathie envers les fondateurs, ce mémoire possède néanmoins le mérite de reposer sur un matériel empirique fourni (entretiens et accès aux archives privées du club). Se reporter également au mémoire de DEA de Catherine Rault, *Les Clubs politiques d'opposition entre 1981 et 1986, l'exemple du Club de l'horloge*, UFR de science politique, université de Paris I, 1987, dir. D. Damamme.

9. Le club est créé le lendemain de la suspension de l'immigration familiale et une semaine jour pour jour après la suspension de l'immigration en Conseil des ministres. Mais cette concomitance dans les dates semble avant tout fortuite, la création du club semblant surtout correspondre à la fin de la scolarité à l'École nationale d'administration.

diplômées en 1968 et 1969. Selon Géraud Durand (un étudiant proche des idées du club), ils sont issus d'un noyau d'étudiants qui se sont découverts des affinités politiques lors des événements de Mai 68, et qui se sont opposés aux mots d'ordre des organisations de gauche. Ils ont, comme premier fait d'armes, organisé un comité de soutien au ministre de la Fonction publique Philippe Malaud qui devait alors faire face à une forte opposition de différentes associations de gauche opposées à son projet de réforme. Comme le décrit Pierre-André Taguieff dans un de ses premiers livres, la naissance du Club de l'horloge est aussi indissociable de l'histoire du GRECE et de ces premiers cercles d'étudiants de la rue Saint-Guillaume où sont reprises les théories sur la civilisation indo-européenne¹⁰.

Ces premiers cercles rassemblent seulement une trentaine de membres à l'hiver 1970. Mais certains de ces futurs hauts fonctionnaires, pour la plupart diplômés de la section service public de l'IEP, se retrouvent au sein de l'École nationale d'administration entre 1972 et 1974. Comme le décrit Géraud Durand, c'est alors au sein de l'ENA que se constitue le noyau dur des fondateurs du Club de l'horloge : la « rencontre importante pour la future fondation du Club de l'horloge a lieu à l'École nationale d'administration – véritable berceau du club – entre Jean-Yves Le Gallou et Henry de Lesquen, diplômé de l'École polytechnique en 1968. C'est au cours du voyage de leur promotion, à l'occasion d'une discussion entre élèves sur la peine de mort, qu'ils se découvrent des affinités communes, affinités qui marquent le début de leur amitié¹¹ ».

La « promo » est bien le substrat qui va permettre dans ce deuxième temps au club d'émerger. D'abord enserrés dans le temps de la scolarité des grandes écoles, les membres fondateurs peuvent en effet difficilement se recruter hors de l'ENA et en dehors des promotions 1974 et 1975 : Jean-Paul Antoine (promo 1974), Didier Maupas (promo

10. Pierre-André Taguieff, *Sur la nouvelle droite*, Descartes et cie, 1994, p. 10. Dans ses écrits plus récents, Pierre-André Taguieff finit par célébrer une série de penseurs qu'il critiquait auparavant. Lire notamment son ouvrage sur Julien Freund : Pierre-André Taguieff, *Julien Freund. Au cœur du politique*, La Table ronde, 2008.

11. Géraud Durand, *Le Club de l'horloge...*, *op. cit.*, p. 16. Cette anecdote est difficile à vérifier et, selon au moins un membre de la même promotion, fautive, un des fondateurs étant absent au moment du stage. Quoi qu'il en soit, c'est bien au moment où ils intègrent cette même promotion de l'ENA que ces étudiants se rejoignent et décident de fonder le club.

1975), Bernard Mazin (promo 1975), etc. Les Horlogers, à en croire les statuts déposés auprès de la préfecture, sont sobrement censés se consacrer au débat d'idées et à « l'étude des problèmes auxquels sont confrontées les sociétés modernes, et la diffusion des travaux et conclusions portant sur ces questions¹² ». Pour autant, dès sa genèse, l'attache idéologique du Club de l'horloge ne fait aucun doute. Issu de la même promotion que ces hauts fonctionnaires, Xavier Ousset (aujourd'hui proche du Parti socialiste) décrit comment ce petit noyau de futurs diplômés est très vite « repéré » par leurs camarades :

« [Pendant ma scolarité] j'ai entendu parler du Club de l'horloge parce qu'un des fondateurs c'est comme on l'appelait "Mesquin du Lassot" [Henry de Lesquen] et Jean-Yves Le Gallou qui est aussi de la même promo. Lui, c'était un excité de première. On les avait bien repérés ceux-là, dès la scolarité.

— *Question : quel poids avaient-ils ?* Le Gallou était à l'Intérieur. Il était dans la maison. Il était engagé déjà en région parisienne. Dans ces années-là, au sein du ministère de l'Intérieur, il pèse peu parce que le club vient d'être créé et... Ils sont jeunes mais ils commencent à ce moment-là... »

Xavier Ousset, énarque, chargé de mission à la direction de la Population et des Migrations (1973) puis directeur adjoint de la Commission nationale pour le logement des immigrés, entretien avec l'auteur en 2004

Ces militants sont alors, au regard des canons de la haute fonction publique, de jeunes énarques, tout juste diplômés qui, venant d'être affectés dans leur ministère, n'ont alors que peu de poids. Ces derniers vont toutefois tenter de diffuser progressivement leurs idées depuis leurs postes respectifs. Ils vont aussi plus largement organiser des réunions auxquelles ils invitent leurs supérieurs hiérarchiques et des « très » hauts fonctionnaires.

12. Statuts de l'association cités *ibid.*, p. 14.

Rendre respectable une opposition idéologique à l'immigration et au « multiculturalisme »

Selon ses fondateurs, le Club de l'horloge regroupe dès 1975 plus de deux cents adhérents dont les deux tiers seraient des hauts fonctionnaires (énarques et polytechniciens) ou des agents situés à des postes d'influence auprès du pouvoir politique. Ce chiffre est difficilement vérifiable et contredit celui annoncé en 1979 de cent vingt membres. Mais plusieurs entretiens avec des personnes travaillant à l'Élysée entre 1974 et 1976 et s'étant vu proposer d'intégrer le club attestent pour le moins d'un prosélytisme actif. Le discours mis en avant par le club contient plusieurs registres dont une tonalité néo-libérale qui a alors tout pour séduire les grands commis gravitant dans les cabinets ministériels giscardiens. En effet, le programme défendu alors par ces militants ne se limite pas aux thèmes traditionnels de la droite nationaliste hostile aux étrangers. Dans ces années de recomposition de l'extrême droite, les idées politiques défendues par les Horlogers s'inscrivent certes dans l'héritage des Barrès ou Maurras, mais constituent aussi, voire surtout, une tentative de synthèse entre le néo-libéralisme, le nationalisme et certaines doctrines eugénistes¹³.

C'est là une différence grandissante avec le GRECE qui déclare combattre de plus en plus ostensiblement le libéralisme qu'il associe à l'américanisme et à l'utilitarisme, deux mouvements visant, selon Alain de Benoist, à transformer la « constitution mentale » des peuples¹⁴. Le Club de l'horloge s'applique *a contrario* à « constituer une doctrine néo-libérale intégrant le souci de l'enracinement et le respect de l'identité nationale¹⁵ ». Là où les militants du GRECE prétendent dépasser le jeu partisan, le Club de l'horloge s'attache de plus en plus visiblement à faire intégrer ses idées par les partis politiques traditionnels à compter de la fin de la décennie 1970. Cette différence tactique et idéologique a son importance par la suite, car les idées en matière d'immigration qui seront reprises par le Front national ne sont pas tant issues du GRECE et de la « nouvelle droite » appelée de ses vœux par Alain de Benoist que de cette tentative de synthèse réalisée par les hauts fonctionnaires du Club de l'horloge. Les premières formalisations du programme du Front

13. Sur ce point lire Pierre-André Taguieff, *Sur la nouvelle droite*, op. cit. p. 53.

14. *Ibid.* p. 17.

15. *Ibid.*

national en matière d'immigration sont essentiellement issues du livre rédigé par Jean-Yves Le Gallou en 1985 (*La Préférence nationale : réponse à l'immigration*) et ainsi formulées dans les termes d'une contribution à la lutte contre le chômage. Cette opposition doctrinale à l'immigration peut alors parfaitement s'intégrer au discours néo-libéral en ce qu'il a été conçu dans l'optique de séduire les partis traditionnels et non d'instaurer une rupture avec eux.

Portées et limites d'une stratégie d'influence en franc-tireur

À compter de 1975, Jean-Yves Le Gallou, administrateur civil au sein du ministère de l'Intérieur, tente depuis sa position d'influencer à plusieurs reprises ses supérieurs hiérarchiques ou ses pairs, en mêlant aux notes qu'il rédige certains éléments doctrinaux du Club de l'horloge. Trop ostentatoire, ce travail politique ne semble pas dans un premier temps porter ses fruits. Chargé d'une étude interministérielle sur la commune de Chanteloup-les-Vignes, le jeune administrateur civil, encadré par des hauts fonctionnaires plus expérimentés, tente de donner à son rapport une coloration proche de ses idées politiques et lie, dans ses notes, les difficultés que rencontrerait cette municipalité à la présence de travailleurs immigrés. Mais les parties les plus orientées semblent progressivement faire l'objet de réécritures successives à mesure que le document circule de supérieur hiérarchique en supérieur hiérarchique :

« Dans les choses qui apparaissaient évidentes quand on allait sur place [à Chanteloup-les-Vignes] et qu'on voyait la situation... c'était la mosaïque ethnique... Puisque c'était une ville pour l'époque extrêmement mélangée... Puisqu'il devait y avoir une cinquantaine de nationalités, y compris d'ailleurs à l'époque des réfugiés du Sud-Est asiatique. Et donc, dans l'analyse des causes des difficultés de la ville, il y avait manifestement cela... Simplement dans le contexte de l'époque... Bon moi, je l'avais mentionné... Étant le plus jeune dans l'équipe, c'est moi qui tenais la plume donc je l'avais mentionné... Euh... En première lecture, les correcteurs ont... Enfin les autres cosignataires ont atténué ce que j'avais écrit qui était pourtant tout ce qu'il y a de plus mesuré, en deuxième lecture cela a été encore atténué... donc il restait peu de choses dans ce rapport qui parle quand même des difficultés de Chanteloup-les-vignes il y a trente ans...

— Question : on vous a expliqué pourquoi l'on a atténué ce que vous aviez écrit ? Par convenance... Par convenance... Dans la note au ministre, il ne restait plus rien... Et ça, je crois que c'est la manière de traiter des administrations... la manière assez naturelle, c'est d'étouffer les problèmes surtout quand on est dans un domaine extrêmement extrêmement extrêmement sensible parce que facilement politiquement incorrect »

Jean-Yves Le Gallou,
entretien déjà cité avec l'auteur

Dans les années 1970, le langage administratif, sédimenté par une longue histoire institutionnelle, s'impose au jeune idéologue administrateur civil au fil des relectures successives de ses collègues. Mais il est arrivé, contrairement à ce que laisseraient croire les propos de Jean-Yves Le Gallou, que cette tentative d'influence parvienne à ses fins. C'est notamment le cas en mars 1976 lorsque, apprenant par ses collègues du ministère de l'Intérieur que la revue du corps préfectoral (la revue *Administration*) projette la réalisation d'un numéro spécial sur l'immigration, Jean-Yves Le Gallou et ses collègues du Club de l'horloge tentent de glisser au dernier moment un article dans le numéro dirigé par le catholique social Paul Dijoud.

Dans la version finale du numéro, qui a été effectivement diffusée à tous les préfets, figure, aux côtés des articles écrits par Gaston Deferre, Paul Dijoud, Stéphane Hessel ou d'autres hauts fonctionnaires, un article de Jean-Yves Le Gallou intitulé « Le bilan économique de l'immigration » et qui propose une tout autre approche que celle proposée par le secrétaire d'État (lire l'extrait du sommaire page suivante).

Si l'article débute par un appel de note de bas de page où « les auteurs remercient leurs camarades du Club de l'horloge pour l'aide qu'ils leur ont apportée dans la conception et la mise au point de cet article¹⁶ », son contenu offre surtout un concentré de cet exercice délicat où, en tant qu'administrateur civil du ministère, Jean-Yves Le Gallou tente de déployer le discours néo-racialiste du Club de l'horloge, mais sous des dehors présentables et recevables dans une revue préfectorale. Anticipant d'éventuelles réceptions politiques de son article par ses

16. Jean-Yves Le Gallou et Philippe Baccou, « Le bilan économique de l'immigration », *Administration*, mars 1976, p. 34.

	Pages
• Une nouvelle politique pour l'immigration, par M. Paul DIJOUR, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail - Travailleurs immigrés	12
 LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS EN FRANCE	
• L'entrée et le séjour des étrangers en France, par M. Guy FOUQUIER, directeur de la réglementation et du contentieux au Ministère de l'Intérieur	20
• Le travail et l'emploi des immigrés, par M. Pierre FOURNIER, directeur de la Population et des migrations au Ministère du Travail	27
• Le bilan économique de l'immigration, par MM. J.-Y. LE GALLOU, administrateur civil affecté à l'Inspection générale de l'Administration, et P. BACCOU, élève de l'E.N.A.	34
 LES INSTRUMENTS D'UNE POLITIQUE	
• Pourquoi un Office national d'immigration, par M. Pierre DEMON-DION, directeur de l'O.N.I.	42
• La promotion culturelle des immigrés, par M. Stéphane HESSEL, ministre plénipotentiaire, président de l'Office national pour la promotion culturelle des immigrés.....	44
• Un instrument financier privilégié : le Fonds d'action sociale, par M. Maurice RAMOND, directeur du Fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants.....	46
• L'immigration familiale et l'action sociale, par Mlle LAFAY, chargée de mission à la Direction de la Population et des migrations..	50
• Le réseau d'accueil, par M. J.-C. SOMMAIRE, administrateur civil à la Direction de la Population et des migrations.....	56
• Le logement des travailleurs immigrés, par M. Jean-Noël CHAPULUT, secrétaire général de la Commission nationale pour le logement des immigrés.....	59

Un extrait du sommaire de la revue *Administration* (mars 1976). Alors même qu'ils n'ont aucune compétence administrative en matière d'immigration, Jean-Yves Le Gallou et Philippe Baccou sont parvenus à glisser grâce à leurs relais au sein de la place Beauvau un article sur le bilan économique de l'immigration.

collègues du ministère de l'Intérieur, reprenant certains thèmes mis en avant par les conseillers de Paul Dijoud dans d'autres articles (comme le « déracinement »), l'ensemble de l'article, malgré ce travail de dissimulation, reste toutefois particulièrement hostile à l'immigration : « En fait, l'immigration, de par sa dynamique propre, pose à long terme autant ou plus de problèmes qu'elle n'en résout. [...] Des coûts spécifiques naissent de l'immigration : alphabétisation, coût élevé de mise au courant du travail, taux de rotation, d'accidents et d'absentéisme plus élevés que pour la main-d'œuvre nationale ; pathologie importante, qu'elle soit d'apport, d'acquisition ou d'adaptation ¹⁷. »

Entendant dénoncer ce qu'ils considèrent être des « conséquences perverses de l'immigration », Jean-Yves Le Gallou et Philippe Baccou se proposent de substituer « à une perspective purement monétaire et à court terme » une autre approche, où « la nécessité de l'immigration apparaît beaucoup moins évidente » ¹⁸. Passagers clandestins dans un numéro rendu possible par l'entreprise de séduction des giscardiens en direction de l'électorat socialiste, les deux énarques mettent en avant les modèles des démocraties scandinaves, espérant ainsi prouver que « l'appel à la main-d'œuvre étrangère n'est pas une contrainte *a priori* » puisque « des pays de niveau comparable sont dans des situations très différentes ». Ils insistent cependant beaucoup plus longuement sur ce qui constituerait, selon eux, des obstacles « ethno-culturels » à l'assimilation : « Plus la distance ethno-culturelle est grande, plus le coût de l'adaptation du migrant à son milieu risque d'être élevé, de même que le coût social ou psychologique de l'admission du migrant dans le pays d'accueil. Or, dans certains pays, l'accélération du développement économique tend, ou tendra dans un bref délai, à freiner l'émigration et à tarir la source de main-d'œuvre pour l'économie française. [...] Ainsi, à l'avenir, les réserves de main-d'œuvre disponible se trouveront dans les pays les plus éloignés, à la population moins assimilable ¹⁹. »

L'amélioration de « l'état sanitaire », et l'humanisme des pouvoirs publics auraient rendu la main-d'œuvre immigrée plus « combative », mais surtout, thème qui constituera le leitmotiv privilégié du Front national dans les années suivantes, « l'immigration contribue[r] au maintien du chômage et freine[r] l'évolution des structures ».

17. *Ibid.*, p. 34.

18. *Ibid.*, p. 36.

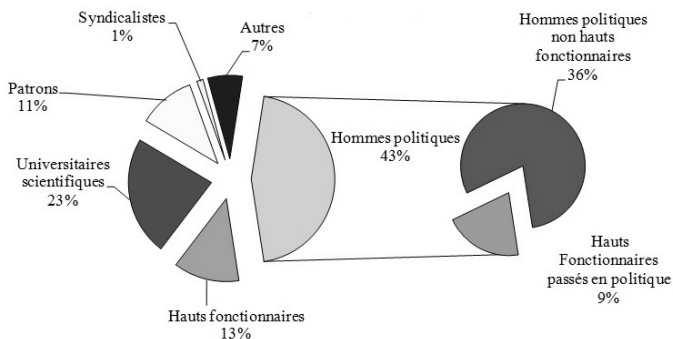
19. *Ibid.*, p. 36.

Jean-Yves Le Gallou et Philippe Baccou tentent, autant que possible, d'inscrire leur discours dans la continuité de celui d'un « Premier ministre [qui] a justement souligné le caractère inadmissible de cette situation ». Reprenant à leur compte la nécessité de la revalorisation du travail manuel, ils saluent l'entrée de Lionel Stoléro au gouvernement et appuient toute démarche visant à exploiter les « demandes de travail industriel » dans « les provinces françaises » (le thème du libéralisme économique rejoignant ici celui du terroir barrésien). Si la parution de cet article témoigne d'une tentative de lobbying constante en direction des différents décideurs au sein de l'État, la stratégie d'influence des hauts fonctionnaires du Club de l'horloge n'est sans doute jamais autant visible que lorsque l'on considère leurs tentatives permanentes de s'instituer en organisateurs du débat public.

La « race indo-européenne » et le « péril démographique » discutés par de « grandes personnalités »

Entre 1974 et 1979, les Horlogers parviennent à inviter près d'une centaine de personnalités : hauts fonctionnaires, hommes politiques et journalistes autour d'un débat dont ils ont eux-mêmes choisi l'intitulé. Comme le laisse deviner Jean-Yves Le Gallou en entretien, les invités ne sont bien sûr pas tous membres du Club de l'horloge. Ils sont choisis surtout en fonction de leurs niveaux de responsabilités, du capital symbolique dont ils disposent et du rayonnement médiatique et politique qu'ils contribuent ainsi à apporter au club en acceptant de venir débattre : « Si vous voulez, les invitations c'est aussi... si vous voulez, dans un club, il y a deux choses... Il y a les idées qu'on veut faire passer et aussi la prise de données extérieures que l'on prend en compte en entendant des gens qui sont quand même aux manettes et qui ont quand même des responsabilités – car quand on est aux responsabilités on a quand même des choses à dire... – Bon beh il y a cet aspect là... Je crois que Sauzay [chef de cabinet de Valéry Giscard d'Estaing, un des premiers invités du club] nous avait parlé de politique étrangère, si mes souvenirs sont bons²⁰... »

20. Jean-Yves Le Gallou, entretien avec l'auteur, 2004.



Personnalités invitées au Club de l'horloge (1974-1982)

Si l'on considère les personnes invitées par les fondateurs du Club de l'horloge entre 1974 (date de sa création) et 1982 (date limite de cette étude), on s'aperçoit que les hauts fonctionnaires et les hommes politiques constituent la « cible privilégiée » et représentent 56 % des invités.

La liste des ministres ou anciens ministres invités au club dans ces années-là est impressionnante²¹ : Yves Guéna, Michel Jobert, Philippe Malaud, Pierre Mazeaud, Bernard Destremau, Albin Chalandon, Raymond Marcellin, René Tomasini, Michel Debré, Jean Lecanuet, Michel Poniatowski, René Monory, Jean-Marcel Jeanneney, Maurice Couve de Murville, Edgar Faure, Jacques Blanc, Alain Juppé, Jacques Godfrain, Lionel Stoléro²² ont tous participé à un ou plusieurs débats organisés par les Horlogers. La haute fonction publique est également

21. Le registre des invités au club nous avait été prêté après un entretien avec les fondateurs du Club de l'horloge en 2004. En 2006, cette liste a été rendue publique sur le site Internet officiel du club.

22. Contrairement aux précédents, dont la réponse à l'invitation du Club de l'horloge est antérieure à la dénonciation publique de la « nouvelle droite » en 1979, ce dernier s'y rend en 1982, à une période où l'affichage avec l'extrême droite est devenu explicite.

très représentée : Philippe Sauzay, chef de cabinet du président de la République (1975), Jacques Baudry, président de l'URSAAF de la région parisienne, Michel Massenet, conseiller d'État, Gérard Calot, directeur de l'Institut national d'études démographiques, Jean-Louis Gergorin, chef du centre d'analyses et prévision du ministère des Affaires étrangères, Philippe Lacarrière, secrétaire général pour l'administration au ministère de la Défense, Daniel Méraud, administrateur civil au ministère de l'Éducation (et membre du club), Gabriel Oheix, délégué à l'emploi au ministère du Travail, Alain Plantey, conseiller d'État, Paul Ripoché, chef de service au ministère de l'Économie et des Finances, Bernard Tricot, conseiller d'État, ancien secrétaire général de la présidence de la République, Bernard Cazes, chef de la division des études à long terme au Commissariat général au plan, Michel Rougevin-Baville, conseiller d'État, etc.

Loin de se limiter à la haute administration, les jeunes énarques tentent également de se construire une légitimité scientifique et universitaire. Ils s'adressent pour cela à nombre d'universitaires juristes de l'université Lyon 3 (qui ont fréquenté le GRECE première période et seront dénoncés dans les années 1980 pour leur proximité avec le Front national), mais aussi et surtout aux démographes de l'INED.

Dès ses débuts, le Club de l'horloge va, en effet, offrir une tribune aux thèses de Gérard Calot (alors directeur de l'INED), d'Alfred Sauvy et à différents démographes opposés au « déclin démographique », à l'immigration et à l'avortement. Ces derniers développent leurs thèses natalistes et familialistes dans différents séminaires d'étude en présence de différents élus de droite et des fondateurs du club. Le colloque le plus remarqué fut organisé le 21 octobre 1978. La composition des tables du colloque, intitulé « le défi démographique », cristallise particulièrement bien à quel point la stratégie d'influence des Horlogers passe alors tout autant par le champ politique, la haute administration que l'université. S'y côtoient alors « Gérard Calot, directeur de l'Institut national d'études démographiques, Pierre Chaunu, professeur à la Sorbonne, Jacques Godfrain, député de l'Aveyron, Jean-Yves Le Gallou, secrétaire général du Club de l'horloge, Annie Lesur, ancien ministre, Alain Madelin,

député de l'Ille-et-Vilaine, Christiane Papon, présidente de Femme avenir, Alfred Sauvy²³, professeur au Collège de France²⁴ »...

Dans la continuité de cette stratégie d'influence tous azimuts, et en espérant faire en sorte que certains réseaux se recoupent, le comte de Lesquen participe aussi aux réunions du Cercle Renaissance, un club fondé par des anciens d'Occident, cette fois-ci beaucoup plus « mondain²⁵ », qui entend valoriser certaines œuvres littéraires. Le Cercle Renaissance regroupe alors dans les années 1970 certains fondateurs du Club de l'horloge (Yvan Blot notamment) et différentes personnalités publiques, dont certains dirigeants du patronat : François Ceyrac (CNPF), Bertrand Motte, Claude Bourillon ou Pierre de Calan, par exemple. Quelle a été l'influence de ces stratégies mondaines sur l'évolution d'un discours public sur l'immigration ? Dans quelle mesure le Club de l'horloge a-t-il permis la diffusion d'une idéologie particulière au sein de l'État en matière d'immigration ? Il est difficile de répondre à ces questions car, comme cela a déjà été évoqué, les membres du club sont, à cette époque, très jeunes. Si on peut être certain qu'ils

23. Les positions d'Alfred Sauvy se font, dans les années 1974-1980, de plus en plus hostiles aux travailleurs immigrés. Nous citerons ici pour exemple son intervention dans le journal *Ouest France* le 6 septembre 1977 : « Réclamer pour les étrangers des logements identiques à ceux des Français nous semble bien équitable et pourtant, en agissant ainsi, nous leur imposons nos normes, que parfois ils ne veulent pas, ayant d'autres habitudes. Ce n'est pas certes de la xénophobie, moins encore du racisme. Ceux qui, pleins de bonnes intentions, font des manifestations d'antiracisme dans la presse, dans les discours, risquent bien d'aller à l'encontre de leurs buts et de provoquer ce qu'ils réprouvent. Les expériences en bien des pays l'ont prouvé ; il faut agir, si nécessaire, mais se garder d'envenimer. Paradoxalement, Hitler a, bien malgré lui, fait beaucoup contre le racisme. C'est à cause de lui, des horreurs qu'il a prodiguées, que le monde a changé, décolonisé, créé des organisations internationales, etc. Mais comme il arrive souvent en pareil cas, une réaction se dessine avec des excès à l'opposé. À la faute, a succédé la peur mal placée de la commettre. » Alfred Sauvy, « Les étrangers, le racisme et nous », *Hommes et Migrations. Documents*, n° 934, reprise d'un article paru dans *Ouest France* le 6 septembre 1977, p. 29.

24. Pour un détail des débats, lire Club de l'horloge, *Le Défi démographique*, Éditions du Club de l'horloge, 1979.

25. Entretien téléphonique avec Henry de Lesquen, 2004. Précisons également que le Cercle Renaissance se présente surtout comme poursuivant une action culturelle et qu'il suit de ce point de vue une stratégie qu'on peut qualifier de métapolitique. Il est fondé en 1970 par des anciens d'Occident, Philippe Asselin et Joël Freymond. Il est dans les années 1970-1980 très lié au CNIP Michel de Rostolan, qui vient d'Occident, en est alors un secrétaire national. Chaque année, il délivre un prix que le Club de l'horloge a reçu en 1986 pour son ouvrage *L'Identité de la France*.

participent à un renforcement de certaines prédispositions en prêchant très largement des hauts fonctionnaires ou des hommes politiques en partie convertis, ils réalisent également des connexions entre différents univers sociaux qui ne semblaient pas prédestinés à se rencontrer.

Portée et influence du Club de l'horloge

L'effort de diffusion du Club de l'horloge n'est pas resté totalement sans effet. Entre 1974 et 1978, l'évolution du discours de Michel Poniatowski donne certains indices de la progression de la « nouvelle droite » auprès de certains responsables de la droite traditionnelle. D'un discours conservateur paternaliste colonial²⁶ – regrettant notamment que le choix de la partition de l'Algérie ne se soit pas imposé en 1962²⁷ –, Michel Poniatowski semble adopter progressivement, dans la deuxième moitié des années 1970, des lectures biologisantes. Il cite systématiquement des travaux du Club de l'horloge ou de scientifiques invités par le club dans ses ouvrages politiques. *L'Avenir n'est écrit nulle part*, son ouvrage publié en 1978, reprend ainsi très largement les thèses défendues par Alain de Benoist²⁸ sur « les Indo-européens et la [supposée] origine de la société occidentale blanche » : « De l'Inde

26. Dans son ouvrage *L'Avenir des pays sous-développés* (Hachette, 1954, p. 58), Michel Poniatowski produisait un discours paternaliste particulièrement conservateur : « L'exemple est connu de ces infirmiers africains soigneusement formés dans des écoles spéciales et qui retournent promptement à l'usage du gri-gri lorsqu'ils sont rendus au milieu natal. La psychologie individuelle avec ce qu'elle sous-entend de routine, de laisser-aller, d'oisiveté naturelle, est le premier obstacle à surmonter. [...] Parfois aussi les croyances métaphysiques le poussent à mépriser les biens matériels et les œuvres terrestres, la paresse s'ajoutant ici aux aspirations religieuses pour susciter une pieuse fainéantise. »

27. Michel Poniatowski (entretien avec Alain Duhamel), *Cartes sur table*, Fayard, 1972, p. 88.

28. Selon le journaliste-militant Frédéric Charprier, le livre de Michel Poniatowski aurait été en fait écrit directement par Alain de Benoist lui-même. Cet élément n'a pu être vérifié. Mais il est vrai qu'Alain de Benoist, membre fondateur du GRECE et membre du Club de l'horloge, dispose dans ces années-là d'un certain prestige dans les cercles littéraires conservateurs et se fait le nègre de plusieurs personnalités. Il reçoit notamment le prix de l'essai de l'Académie française en 1978 pour son ouvrage *Vu de droite* où il défend ses thèses sur l'hérédité et l'héritage indo-européen. Lire Frédéric Charprier, *Génération Occident*, Seuil, 2005, p. 294.

à l'Islande, presque toutes les *populations blanches ont la même origine culturelle* et une parenté ethnologique confirmée par la distribution spécifique des groupes sanguins. [...] Je suis surpris de voir combien chez nous le fait indo-européen est toujours éludé. [...] Hommes actifs, durs pour eux-mêmes, comme pour les autres, ne corrigeant leur emportement que par leur intelligence, [les Indo-européens] étaient habités par la volonté de puissance, le goût de l'héroïsme et de la création, attachés à ce qui enracine, famille, fonction, cité, culture, race, ils alliaient la sûreté technique au génie impulsif²⁹. »

Loin du discours giscardien libéral des années 1974-1976, le bras droit de Valéry Giscard d'Estaing est, en 1978, beaucoup plus proche de la branche racialisée de l'extrême droite que du discours populiste électoraliste de crise porté au même moment par Lionel Stoléru. Le livre, qui selon d'autres sources aurait été largement écrit par Bruno Tellenne³⁰, un salarié du club, propose une relecture biologique de l'histoire des peuples et incite l'ancien ministre de l'Intérieur à reprendre telles quelles les thématiques du Club de l'horloge : « *Les pays de race blanche* qui pendant des millénaires ont conduit à un rythme de progrès toujours plus rapide la civilisation du monde sont en danger de disparition. [...] *L'Europe se meurt*. De 1964 à 1977, dans les pays d'origine européenne les plus modernes et les plus industrialisés, la fécondité a diminué de moitié. [...] La France a glissé au-dessous de la barre de survie. [...] Malgré les campagnes comme celle de Michel Debré³¹ ou Georges Suffert³², le mur de l'indifférence n'a pas été traversé et l'opinion ne perçoit pas que le renversement de la courbe démographique met en cause *l'avenir des peuples blancs*. Elle ne voit pas cette idée incarnée dans une réalité proche. Bousculée par toutes les sollicitations du quotidien, elle reprend à sa manière et à son compte la formule : "Après nous le déluge." Elle se bouche les oreilles pour ne pas entendre les vérités premières et évidentes : il faut des enfants pour payer les retraites, un pays sans enfants est un pays qui se meurt, *les immigrés vont vous pousser hors de chez vous*³³. »

29. Michel Poniatowski, *L'Avenir n'est écrit nulle part*, Albin Michel, 1978, p. 88. C'est nous qui soulignons.

30. Voir la thèse en préparation de Philippe Lamy, déjà évoquée.

31. Invité au Club de l'horloge le 16 novembre 1977.

32. Invité au Club de l'horloge le 8 mars 1977.

33. Michel Poniatowski, *L'Avenir...*, op. cit., p. 127. C'est nous qui soulignons.

Mais, de l'évolution politique de Michel Poniatowski et du soutien que ce dernier apporte aux Horlogers³⁴, on ne saurait conclure à un succès général des tenants de la « nouvelle droite ». Certes, le GRECE défend officiellement la candidature de Valéry Giscard d'Estaing en 1974, et les liens entre Louis Pauwels³⁵, une frange de l'UDF et certains milieux extrémistes semblent particulièrement visibles dans les années 1976-1979. Mais il semble plus délicat d'établir un lien entre la diffusion progressive de ces idées et l'évolution de la politique gouvernementale en matière d'immigration. De l'aveu même des intéressés³⁶, mais aussi plus largement par une analyse des archives et des arguments échangés au sein des différents ministères, il semble difficile de conclure à une influence décisive des Horlogers en matière de politique d'immigration dans cette fin de la décennie 1970³⁷.

Des travaux ultérieurs, reposant sur des archives différentes pourraient bien sûr venir nuancer fortement cette conclusion provisoire. Il serait notamment intéressant d'approfondir le rôle joué par Yvan Blot, inspecteur général au ministère de l'Intérieur dans ces années-là. Celui-ci, de par sa position auprès de Michel Poniatowski puis de Christian Bonnet, a pu favoriser la diffusion de certains arguments idéologiques. Il serait également intéressant de creuser les liens supposés exister, et que dénonce l'opposition de gauche à l'époque dans les colonnes des journaux, entre « une partie du personnel dirigeant giscardien et l'extrême droite française de Vichy, du Club de l'horloge en passant par l'OAS³⁸ » à partir d'éléments empiriques ou de témoignages.

Quoi qu'il en soit, l'expansion de l'audience du Club de l'horloge est sévèrement remise en cause à compter du printemps 1979. Une campagne médiatique contre l'idéologie de la « nouvelle droite » dénonce alors pendant plusieurs mois dans un même mouvement le Club de l'horloge, le GRECE et les sympathies « vichystes » du

34. Entretien avec Jean-Yves Le Gallou, 2004. Michel Poniatowski aurait aidé le Club de l'horloge à se sortir d'une situation délicate, mais l'enquêteur n'a pas souhaité donner plus de précisions sur la nature de ce coup de pouce.

35. Directeur du *Figaro magazine*, proche de Valéry Giscard d'Estaing dans ces années-là.

36. Entretien avec Jean-Yves Le Gallou, 2004.

37. Les influences se situant peut-être plus sûrement du côté de la direction de la Population et des Migrations. Lire Sylvain Laurens, *Une politisation feutrée*, Belin, 2009.

38. Jean-Pierre Chevènement dans *Le Monde* du 8 octobre 1980.

pouvoir³⁹. Cette campagne marque sans nul doute un tournant dans la stratégie de respectabilité de ces hauts fonctionnaires, car ces derniers ne disposent alors plus du soutien du *Figaro* et d'une frange importante de milieux intellectuels conservateurs de la capitale. À compter de cette date, « l'envergure » et la renommée des invités changent notablement. Peu de ministres et peu d'élus de premier plan continuent de se déplacer dans les débats du Club de l'horloge. La stratégie d'accumulation de capital social semble alors être fortement compromise. Là encore, ces hauts fonctionnaires sont désormais étiquetés politiquement tant dans l'espace public que dans les couloirs des ministères. La plupart des membres du Club de l'horloge sont obligés de sortir du bois et entament à compter de 1979 des carrières politiques ou passent de cabinet ministériel en cabinet ministériel comme Yvan Blot : chargé de mission au cabinet du président du Sénat Alain Poher (1978), membre du comité central du RPR (1979), puis conseiller général RPR du Pas-de-Calais (1985).

L'exemple du Club de l'horloge témoigne de la difficulté pour certains acteurs d'importer sur la durée au sein de l'appareil d'État des entreprises politiques sans pour autant pouvoir offrir des rétributions administratives à leurs partisans. L'idéal de neutralité et d'apolitisme des hauts fonctionnaires reste une norme sociale d'autant plus facilement ancrée dans les années 1980 qu'aucune alternance politique tranchée récente n'a entraîné un renouvellement profond des personnels en poste en cabinet ministériel. Et si des entreprises politiques existent au sein de l'État, elles ne peuvent qu'être en partie dissimulées pour ne pas apparaître en tant que telles (au risque d'être stigmatisées) et menées depuis des positions qui autorisent de telles prises de position (postes « hors cadre », cabinets, etc.).

Pour autant, cette expérience a constitué sans nul doute un modèle reproductible pour les cadres du Front national. Ces stratégies avaient toujours pour limite, dans les années 1980, la force des normes professionnelles, la jeunesse de leurs initiateurs et la faiblesse des réseaux internes à l'État face aux réseaux de hauts fonctionnaires

39. Les proches de Giscard sont publiquement accusés de sympathie avec les milieux d'extrême droite à l'approche de l'élection présidentielle, notamment après l'attentat de la rue Copernic le 3 octobre 1980 et les déclarations du ministre Raymond Barre sur les « victimes innocentes ». Sur le repositionnement de la droite traditionnelle face à ces accusations, lire notamment Frédéric Charpier, *Génération Occident*, op. cit., p. 299.

gaullistes ou au giscardisme ou aux réseaux socialistes. Mais est-ce toujours exactement le cas aujourd'hui ? Les changements d'équilibre dans le champ politique peuvent-ils laisser inchangés les rapports de force internes à la haute administration ? La réponse ne peut être que nuancée. Le passage au FN de Philippe Martel (un énarque de 58 ans, ancien membre du cabinet de Juppé au Quai d'Orsay), rendu public le 10 novembre 2013⁴⁰, semble pour l'heure un épiphénomène. Et le scénario d'un ralliement significatif de la haute fonction publique diplomatique ou connectée au monde financier semble peu probable dans l'immédiat. La situation pour d'autres pans de l'État semble sans doute moins tranchée. En ce sens, l'attitude récente des sommets de l'administration militaire constitue une évolution plus notable. Si, dans une perspective millsienne⁴¹, l'on considère les sommets de l'armée comme une composante à part entière de l'élite au pouvoir, alors le soutien important apporté par plusieurs officiers, proches de l'institut Civitas aux manifestations contre le mariage pour tous, et le lancement de deux enquêtes administratives suite à l'arrestation de plusieurs enfants d'officiers au printemps 2013 mériteraient d'être plus longuement analysés. Ils marquent un retour de la possibilité d'une affirmation publique de proximités idéologiques entre les cadres du Front national et une fraction dirigeante. Toute la question qui se pose dans les années à venir est de savoir si l'affirmation d'un principe de neutralité et les normes professionnelles rappelées à coup de rapports ou d'interventions politiques resteront ou non plus fortes que les perspectives politiques offertes par le Front national en cas de coalition gouvernementale.

SYLVAIN LAURENS

Sylvain Laurens est maître de conférences en sociologie à l'École des hautes études en sciences sociales et membre du centre Simmel. Il est l'auteur de l'ouvrage *Une politisation feutrée. Les hauts fonctionnaires et l'immigration (1962-1981)*, Belin, 2009, une étude au croisement de la sociologie de l'État et de la sociologie de l'immigration.

40. *Journal du dimanche*, 10 novembre 2013.

41. C. Wright Mills, *L'Élite au pouvoir*, Marseille, Agone, 2012.

